

**LA GUERRE DES FILTRES
DE LA DOMINATION DU "POST-POLITIQUE"**

NICOLAS MARION

VARIA



Cette analyse revient, à partir d'une dualité conceptuelle existant entre "post-vérité" et "post-politique" et comprise comme terrain d'un nouveau conflit idéologique contemporain, sur les enjeux que soulèvent aujourd'hui les pratiques de filtrages de l'information dont les réseaux sociaux et la presse généraliste se sont fait les acteurs de premier plan. Mobilisant les quelques éléments structurels des logiques d'évaluation de la vérité qui s'organisent aujourd'hui à l'horizon des exigences du "fact-checking" et de la dénonciation du complotisme, il est question de déconstruire la façon dont cette nouvelle organisation du rapport à la vérité factuelle joue, à terme, un rôle particulièrement insidieux dans les processus de dépolitisation et d'annulation des conflits politiques qui pourraient ouvrir à la construction d'une plus grande unité politique et oppositionnelle de la population.



Le statut des postures critiques au sein du débat public est aujourd'hui en proie à des tensions qui en brouillent les manœuvres classiques : d'une part leurs espaces de déploiement continuent de considérablement se modifier sous l'impulsion du développement numérique et des réseaux sociaux, d'autre part leurs étalons de référence et d'évaluation semblent eux aussi s'être déplacés dans le même mouvement. Comme le soulignait Daniel Innerarity,

[L]es technologies rendent possibles certaines choses et nous laissent sans protection face à d'autres. La volonté qu'affichent l'Union européenne et certains gouvernements de contrôler les fausses informations trouve son origine dans l'ambivalence caractéristique des nouveaux modes de diffusion de l'opinion, à la fois faciles, immédiats et dépourvus de tout contrôle¹.

Parmi ces déplacements contemporains, le contexte de la pandémie mondiale induite par le COVID-19 a très radicalement réactivé, dans la presse autant que sur les réseaux, la mobilisation du registre rhétorique du « complotisme » et des « fake news », semblant spécifiquement définir une part importante des prises de parole de la population exprimant, souvent sur ou à travers ces mêmes plateformes, des soupçons sur les modalités choisies par de nombreux États pour affronter l'épidémie et gouverner la population sous les conditions imposées par la crise. Que le registre du complotisme affleure de façon renforcée dans un contexte où l'expertise scientifique et médicale est, de façon omniprésente, mobilisée pour assurer la légitimité du récit public et politique n'a, par soi, rien de surprenant. Davantage encore si ce contexte est lui-même en proie à une « infodémie »² galopante, soit à une avalanche d'informations difficilement appréhendables de manière critique, tant elles dépassent, quantitativement, notre capacité de traitement et d'analyse. Cependant apparait ici un phénomène singulier qui doit, à notre avis, retenir notre attention et qui constituera l'objet de la présente analyse : celui d'une production renforcée d'un réel filtré et du nouvel usage de la « sanction du réel » comme seule option idéologique tolérable auprès de l'opinion.

En effet, si l'ambivalence du rôle des médias dans la construction et l'orientation d'une unicité de l'opinion et de l'idéologie publiques fait déjà l'objet d'un vaste dispositif critique et analytique, la question du transfert de la posture critique qu'assurent en principe ces mêmes médias à un exercice du contrôle de l'opinion dilué dans toutes les strates de la population est moins explicitement déconstruite. Il est en ce sens significatif que, ainsi qu'en témoigne la citation d'Innerarity précitée, les réseaux sociaux soient

¹ Innerarity Daniel, « Les apories de la lutte contre les fake news », *Esprit*, 2018 | 12, Décembre, p. 55.
² Voir Mayault Isabelle, « La rumeur, l'autre épidémie qui préoccupe l'OMS », *Le Monde*, 20 mars 2020 [En ligne]. URL : https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/03/06/la-rumeur-l-autre-epidemie-qui-preoccupe-l-oms_6032079_4500055.html

Cette publication, extraite du numéro 2 (Septembre 2021) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.



ALORS QUE LES MOUVEMENTS SOCIAUX DU TRAVAIL PEINENT AUJOURD'HUI À SORTIR D'UNE POSTURE DÉFENSIVE ET À OBTENIR DE RÉELLES AVANCÉES, CE DEUXIÈME NUMÉRO DE PERMANENCES CRITIQUES INVITE À S'INTERROGER SUR LA NÉCESSITÉ DE DÉPASSER UN RÉFÉRENTIEL D'ÉMANCIPATION HÉRITÉ DE LA SOCIÉTÉ DU COMPROMIS SOCIAL. EN PRENDRE ACTE CONSTITUE UN POINT DE DÉPART INVITANT À REPENSER LA VISÉE DE TRANSFORMATION SOCIALE DES PRATIQUES D'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE FORMATION DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS.

ÉTUDE

D'UNE HÉGÉMONIE À L'AUTRE

Les ambivalences de l'éducation populaire des travailleurs entre pacte social et néolibéralisme

CÉCILE PIRET ••••• 11

ANALYSE

UNE LECTURE GRAMSCIEUNE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

À partir du cas de la lutte des travailleurs et travailleuses sans papiers en Belgique

PIETRO TOSI ••••• 37

ANALYSE

VINGT THÈSES SUR L'ACTUALITÉ INTEMPESTIVE DE L'ENQUÊTE OUVRIÈRE

JEAN MATTHYS ••••• 49

ANALYSE

ÉDUCATION POPULAIRE ET ÉMANCIPATION, QUELQUES PISTES

NICOLAS LATTEUR ••••• 59

VARIA

LA GUERRE DES FILTRES

De la domination du "post-politique"

NICOLAS MARION ••••• 69

Le sommaire du n° 2
de *Permanences critiques*